

**Comité préparatoire
de la Conférence des Parties
chargée d'examiner le Traité
sur la non-prolifération
des armes nucléaires en 2015**

24 avril 2012
Français
Original : anglais

Première session

Vienne, 30 avril-11 mai 2012

Zones exemptes d'armes nucléaires

**Document de travail présenté par le Groupe des États
non alignés parties au Traité sur la non-prolifération
des armes nucléaires****

1. Le Groupe des États non alignés qui sont parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires rappelle que le Traité reconnaît le droit d'un groupe quelconque d'États de conclure des traités régionaux de façon à assurer l'absence totale d'armes nucléaires sur leurs territoires respectifs, ce qu'il considère comme une étape vers l'élimination totale des armes nucléaires. Cela dit, il est fermement convaincu que la création d'une zone exempte d'armes nucléaires ne remplace pas les obligations juridiques que les États doivent contracter ni les actions sans équivoque qu'ils doivent mener pour éliminer complètement les armes nucléaires.

2. Le Groupe des États non alignés qui sont parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires salue les efforts visant à créer des zones exemptes d'armes nucléaires dans toutes les régions du monde et appelle à la coopération et à de vastes consultations afin que les États des régions concernées parviennent à conclure des accords librement consentis. À cet égard, il continue à considérer que la création de zones exemptes d'armes nucléaires par les traités de Tlatelolco (Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes), Rarotonga (Traité sur la zone dénucléarisée du Pacifique Sud), Bangkok (Traité sur la zone exempte d'armes nucléaires de l'Asie du Sud-Est), Pelindaba (Traité sur la zone exempte d'armes nucléaires en Afrique) et Semipalatinsk (Traité portant création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale) constitue une étape positive et une mesure importante vers la réalisation du désarmement nucléaire mondial et de la non-prolifération des armes nucléaires, qui sont les objectifs à atteindre.

3. Le Groupe des États non alignés qui sont parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires apporte son soutien sans réserve à l'établissement d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient et exhorte à la pleine mise

* Nouveau tirage pour raisons techniques (26 avril 2013).

** Le présent document n'a pas été revu par les services d'édition.



en œuvre de la résolution 1995 sur le Moyen-Orient, qui constitue une partie intégrante et essentielle de l'ensemble de décisions adoptées sans vote ayant permis en 1995 la prorogation du Traité pour une durée indéterminée. De l'avis du Groupe, cette résolution demeure valable jusqu'à la réalisation des objectifs qui y sont inscrits.

4. Le Groupe des États non alignés qui sont parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires salue l'entrée en vigueur des traités de Semipalatinsk et Pelindaba respectivement les 21 mars et 15 juillet 2009 et considère que la création de ces zones contribue efficacement à renforcer la paix et la sécurité régionales et mondiales.

5. Le Groupe des États non alignés qui sont parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires réaffirme que, dans le contexte des zones exemptes d'armes nucléaires, il est essentiel que tous les États dotés de l'arme nucléaire donnent des garanties d'ordre juridique inconditionnelles, non discriminatoires et concrètes contre l'emploi ou la menace de l'emploi de ces armes à tous les États de la zone concernée. Il exhorte ainsi au retrait de toute réserve dans ce domaine ou de déclarations unilatérales, interprétatives et incompatibles avec l'objet et le but des traités en question. Il exhorte également les États dotés de l'arme nucléaire à respecter leurs obligations en vue de réaliser les objectifs des traités établissant des zones exemptes d'armes nucléaires et de leurs protocoles.

6. Le Groupe des États non alignés qui sont parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires souligne qu'il faut renforcer l'intégrité du régime de dénucléarisation que prévoit le Traité de Tlatelolco, par un examen des déclarations des États dotés de l'arme nucléaire qui sont parties aux protocoles I et II, au sujet d'un éventuel retrait ou d'éventuelles modifications.

7. Le Groupe des États non alignés qui sont parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires demande instamment aux États de conclure des accords en vue de la création de zones exemptes d'armes nucléaires dans les régions où il n'en existe pas encore, conformément aux dispositions du Document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement (voir A/S-10/4), ainsi qu'aux principes et directives adoptés par la Commission du désarmement de l'ONU lors de sa session de fond de 1999. Dans ce contexte, le Groupe considère que la poursuite de l'institutionnalisation du régime de dénucléarisation de la Mongolie serait une mesure importante vers le renforcement du régime de non-prolifération dans cette région.

8. Le Groupe des États non alignés qui sont parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires accueille avec satisfaction la conclusion des consultations entre l'Association des nations du Sud-Est (ASEAN) et les États dotés de l'arme nucléaire au sujet du Protocole au Traité de Bangkok sur la zone exempte d'armes nucléaires de l'Asie du Sud-Est et demande instamment aux États dotés de l'arme nucléaire de devenir dès que possible parties à ce protocole. Dans ce cadre, il attend avec impatience la signature du même Protocole, en juillet 2012, par les cinq États dotés de l'arme nucléaire.

9. Le Groupe des États non alignés qui sont parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires souligne l'importance de la signature et de la ratification par les États dotés de l'arme nucléaire, qui ne l'ont pas encore fait, des protocoles correspondants relatifs aux traités de Pelindaba, Rarotonga et

Semipalatinsk, afin d'assurer l'absence totale d'armes nucléaires dans les territoires des États parties à ces traités, comme prévu à l'article VII du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

10. Le Groupe des États non alignés qui sont parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires prend note avec satisfaction de la tenue, le 30 avril 2010 à New York, de la deuxième Conférence des États signataires et parties aux traités portant création de zones exemptes d'armes nucléaires et de la Mongolie et appelle les États signataires et parties à ces traités à mettre en œuvre d'autres formes de coopération entre eux, les organes créés en vertu de ces traités et les autres États intéressés.
